



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

droit du travail

Question écrite n° 82522

Texte de la question

M. Dino Cinieri appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social sur les dispositions relatives à l'instauration de commissions paritaires interprofessionnelles régionales dans les très petites entreprises (TPE, entreprises de moins de 11 salariés). Ces dispositions sont intégrées dans le projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi. Ces commissions auraient pour objectif de pallier le fait que « de nombreuses entreprises et leurs salariés restent largement exclues du dialogue social ». Au contraire, selon un sondage OpinionWay publié en février dans la presse, 97 % des chefs d'entreprises et 90 % des salariés reconnaissent qu'existe dans les TPE une relation directe entre le chef d'entreprise et les salariés. Le dialogue social est donc très présent dans ces petites structures, très différentes des grandes entreprises. Une telle mesure reviendrait à nier la réalité de la relation de travail et du dialogue social direct dans les TPE. De plus, alors qu'en 2012 (INSEE), en France, 2 millions de TPE emploient 2,3 millions de salariés, contribuant pour 9 % au PIB, 7 chefs d'entreprises sur 10 pensent que ces commissions créeraient des « contraintes supplémentaires ». Ces dispositions sont donc une mesure pénalisante, qui menace l'activité et l'emploi dans les TPE. Elles sont donc en opposition avec les priorités affichées par le Gouvernement, alors que le chômage continue d'augmenter (+ 0,7 % pour le mois d'avril) et que le Gouvernement multiplie les emplois aidés, mesure de court terme extrêmement coûteuse. Cette mesure va également à l'encontre de la volonté de simplification administrative du Gouvernement visant à relancer la croissance. En conséquence il souhaiterait savoir si le Gouvernement envisage de supprimer l'instauration de ces commissions paritaires interprofessionnelles régionales dans les TPE tels que l'espèrent les chefs d'entreprises comme les salariés concernés.

Texte de la réponse

L'instauration des commissions paritaires interprofessionnelles est une avancée majeure permise par la loi du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi. Elle permettra aux plus de 4 millions de salariés des TPE de bénéficier d'une représentation adaptée, et donc de donner toute sa portée à l'alinéa 8 du Préambule de notre Constitution selon lequel : "Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail, ainsi qu'à la gestion des entreprises". Ces commissions permettront également aux employeurs de TPE d'être représentés dans des instances spécifiques et de bénéficier d'appui et de soutien pour répondre à leurs questions concrètes. Les commissions paritaires régionales interprofessionnelles ont justement vocation à consolider le dialogue existant actuellement dans les très petites entreprises. Les missions qui leur ont été dévolues par la loi portent sur des aspects transversaux qui ne peuvent être traités isolément au sein de chaque entreprise. Les commissions paritaires régionales interprofessionnelles ont pour première mission d'apporter aux salariés et aux employeurs des conseils et des informations sur la législation et le droit conventionnel qui leur est applicable. Cette compétence permettra de renforcer l'offre d'appui et de conseil juridique au niveau des territoires et contribuera à élargir l'accès au droit. Ces commissions pourront permettre de participer à la prévention des litiges individuels grâce à une meilleure information des acteurs sur le droit en vigueur. Les commissions paritaires régionales interprofessionnelles

constituent également des instances de concertation sur des sujets touchant au quotidien des entreprises comme l'emploi, la formation professionnelle ou la gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences, et peuvent par ailleurs, sur demande des intéressés, faciliter la résolution de conflits internes à l'entreprise. Les commissions sont ainsi appelées à jouer un rôle de conseil et d'accompagnement des salariés et des employeurs, mais reste extérieur à l'entreprise. Il est important de souligner que les commissions paritaires régionales interprofessionnelles n'entraîneront pas de charge supplémentaires pour les entreprises concernées. La loi prévoit que le financement des frais de fonctionnement et la prise en charge de l'indemnisation des membres des commissions seront assurés par les crédits du fonds paritaire de financement du paritarisme mis en place par la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle et au dialogue social. Par ailleurs, leur mise en place n'affectera pas le fonctionnement des TPE puisque ses membres n'auront accès aux locaux des entreprises que sur autorisation de l'employeur. Les commissions paritaires seront ainsi un progrès, tant au plan social qu'au plan du développement économique des TPE, qui sont la principale source d'emploi dans notre pays et que le gouvernement soutient activement depuis le début du quinquennat.

Données clés

Auteur : [M. Dino Cinieri](#)

Circonscription : Loire (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 82522

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 juin 2015](#), page 4734

Réponse publiée au JO le : [26 juillet 2016](#), page 7007